

plus concurrence à l'exposition nationale du Canada». Il l'a dit en public et dans le privé. Je n'ai pas été naïf pour le croire. Je ne m'attendais pas à ce qu'il tienne sa promesse, et j'avais raison. «Terre des Hommes» est bien en vie, en pleine activité, en pleine concurrence, et «Terre des Hommes» subira un déficit.

Je veux qu'on me comprenne bien. Je n'en veux aucunement à la ville de Montréal. Les Montréalais aiment sabler le champagne, mais ont juste de quoi se payer de la bière; cela les regarde, et je leur paierais volontiers la traite si cela pouvait les rendre heureux. Mais tout ce que je demande—et je prie, par votre entremise, monsieur l'Orateur, les députés de l'agglomération torontoise d'appuyer ma supplique—c'est que l'exposition nationale du Canada, qui existe depuis 91 ans et stimule l'agriculture, le commerce et l'industrie de la région de Toronto et de l'Ontario depuis 91 ans, qui a fait des heureux par millions tant chez les adultes que chez les enfants, qui attire les touristes et verse la taxe de vente depuis tant d'années, soit traitée sur le même pied—non pas qu'elle reçoive un traitement spécial—mais qu'elle soit traitée sur le même pied.

L'exposition nationale du Canada a toujours fait ses frais. Elle n'a pas demandé d'argent pour payer un déficit malencontreux. Il est vrai que l'Exposition nationale canadienne n'a jamais eu l'éclat d'Expo, mais, contrairement à l'exposition de Montréal, elle n'a jamais eu la clef du Trésor fédéral. J'espère donc, monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances s'en souviendra lorsque les représentants de l'Exposition nationale du Canada demanderont à Ottawa une aide financière pour rajeunir ou relancer leur exposition. J'espère en outre que le ministre d'État (M. Lang), qui assume certaines responsabilités à l'égard des ressources hydrauliques, cessera de crier au scandale à propos des terrains que l'agglomération torontoise et l'Administration régionale de la conservation ont achetés pour la modique somme de 1.2 million pour y aménager des parcs, et dont il veut que la valeur soit portée au compte du gouvernement fédéral. Cela a dégénéré en querelle juridique ici.

C'est beaucoup d'argent, 125 millions de dollars. Je le répète, je ne reproche rien à la ville de Montréal, surtout étant donné l'impasse où elle se trouve; je veux tout simplement quelques miettes de la miche de pain pour les gens que je représente.

• (8.40 p.m.)

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, il convient vraiment que je prenne la parole après le député de York-Ouest (M. Givens), ancien maire de la grande ville grasse de Toronto, moi qui viens de la

province maigre de Terre-Neuve et de la circonscription maigre de Gander-Twillingate. Je ne fais pas allusion au poids du député. J'aimerais bien avoir le nom et l'adresse de celui qui écrit ses discours. Son discours était émouvant, mais il ne m'a pas ému. C'est que nous avions l'impression que le député réglerait son compte au ministre des Finances (M. Benson) en lui disant ce qu'il pensait de son budget anti-Ontario. Le député a fait du maire Drapeau son bouc émissaire et l'a un peu écorché. Mais je ne veux pas me mêler de pareille querelle. J'en laisse le soin à d'autres.

Peut-être ne devrais-je rien dire au sujet du budget, car au fond c'est ce que le budget a fait: il n'a rien dit. Je n'ai rien dit du premier budget; j'étais nouveau député et le gouvernement aussi était nouveau. Je savais que, le gouvernement étant nouvellement arrivé au pouvoir, nous ne pouvions pas trop espérer de lui en si peu de temps. Fondamentalement, le budget avait comme thème central l'intention du gouvernement d'enrayer l'inflation et, peut-être comme thème secondaire, les disparités régionales ainsi que les réflexions du ministre sur la gamme étendue des programmes qu'il propose pour aider les régions du pays.

Au cours de mes quelques remarques j'aimerais relier le budget aux propos du ministre sur la disparité régionale. Lorsque nous parlons de disparité régionale dans le pays, nous ne parlons pas nécessairement de ses effets sur quelques pêcheurs de Gander-Twillingate, sur une poignée de cultivateurs de pommes de terre de Surrey ou sur les rares individus qui gagnent leur pain en chassant le phoque dans les îles de la Madeleine. Nous parlons du très grand nombre de Canadiens du Nord, qui vivent dans les régions éloignées de Colombie-Britannique, dans certaines parties des régions montagneuses et, bien que j'en sois réduit aux spéculations à ce sujet, dans la région du Manitoba située entre les lacs, dans les petites ghettos urbains et dans la plupart des régions rurales du Québec, tout comme dans la plus grande partie du Canada atlantique. Si l'on s'en tient à la définition géographique, nous y comprenons la plus grande partie du Canada. C'est d'une portion déjà assez vaste du Canada que nous parlons lorsque nous évoquons les problèmes de disparité régionale.

Je tiens à évoquer la question de la disparité régionale car je suis irrité de voir que le gouvernement, lorsqu'il s'agit d'aider nos régions de marasme ou à faible croissance, parle beaucoup et n'agit guère. Une des raisons de mon désappointement c'est que je viens de finir de lire un livre sur la politique régionale économique au Canada, écrit par T. N. Brewis. Il cite, page 93, un discours pro-